

## La protection de l'enfance en danger dans le 49

En 2017, le Président du Conseil Départemental du Maine-et-Loire, Monsieur GILLET s'est attaqué à la protection de l'enfance et a décidé de faire des économies sous couvert de réorganiser ce secteur : Son appel à projet a des conséquences humaines désastreuses pour les centaines de salariés travaillant dans les associations non retenues et pour les enfants



accueillis totalement insécurisés. Une partie des professionnels se retrouve mis à la porte, ou obligé de se plier à des conditions de travail parfois moindres : Fin de la CC 66 par exemple pour certains salariés, non reprise d'ancienneté... En parallèle, les jeunes accueillis sont dans l'incertitude de leur lendemain : la précarité et la violence causées par cet appel à projet les malmènent à nouveau.

L'intersyndicale CFE-CGC, CGT, FO et SUD a réclamé l'annulation de cet appel à projet pendant de nombreux mois. Le conseil départemental a clairement exprimé qu'il ne reviendrait pas en arrière. Aujourd'hui, les salariés éreintés, demandent à Monsieur GILLET d'assumer les conséquences de ses actes et de financer les Plans de Sauvegarde de l'Emploi. Les professionnels demandent aussi que la CCN 66 soit toujours appliquée à ceux qui seront repris dans d'autres associations.

A ce jour, la situation dans les foyers est catastrophique : Les jeunes, dans l'incertitude de leur devenir, multiplient les passages à l'acte. Beaucoup de salariés sont en arrêt de travail, le turn-over des remplaçants complexifie l'accueil. Une partie des structures ferme fin juin, les enfants ne savent toujours pas où ils seront accueillis. C'est d'autant plus insécurisant que les nouvelles structures ne sont pas encore construites...

Et demain ? Les prix de journée ont été revus à la baisse (dans l'appel à projet, prix de journée à 200€ maximum pour les places d'accueil singulier à visée thérapeutique alors qu'il était supérieur à 300€). Dans quelles conditions seront accueillis désormais ces jeunes déjà fragilisés ?

L'intersyndicale 49 continue à alerter sur les conséquences de ces politiques d'austérité. La résistance est d'autant plus importante que d'autres départements (le 37 notamment) semblent vouloir s'inspirer...

Un tract résumant nos futures actions est joint à ce communiqué.

Marie Bodet, DS à l'Adapei49

